ECART DE CONSOLIDATION

APPLICATION 135

Ecart d'évaluation et d'acquisition positif (intégration globale)

Une entité mère M prend une participation de 80% dans une filiale F pour 50 000 000 le 01/01/N. A la date de l'opération, les capitaux propres s'élèvent 25 000 000 et un terrain était inscrit au bilan pour 15 000 000. La juste valeur du terrain est de 30 000 000. De plus, la marque est évaluée pour 10 000 000 et les provisions pour engagements retraite s'élèvent à 7 500 000. Enfin, un brevet inscrit au bilan pour une valeur de 20 000 000 a une juste valeur de 26 000 000. La durée d'utilité de l'écart d'acquisition est prévisible, mais ne peut être déterminée de façon fiable.

Le taux de l'impôt sur le bénéfice est théoriquement de 25%.

1. Principes généraux

• Ecart de consolidation

Lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation et de la modification des participations ultérieures, un écart de de consolidation est calculé par différence entre :

- ✓ d'une part, le coût d'acquisition des titres ;
- ✓ et d'autre part, la part des capitaux propres que représentent ces titres pour l'entité
 consolidante, y compris le résultat de l'exercice réalisé à la date d'entrée de l'entité
 dans le périmètre et de la modification des participations ultérieures.

L'écart de consolidation permet de distinguer l'écart d'évaluation et l'écart d'acquisition:

• Ecart d'évaluation

L'écart d'évaluation positif ou négatif afférent à certains éléments identifiables de l'actif ou du passif correspond à la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé (éléments identifiables de l'actif et du passif réestimés à la juste valeur) et la valeur comptable du même élément dans l'entité contrôlée. Tous les écarts d'évaluation donnent lieu à une imposition différée.

• Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition est un écart résiduel qui correspond à la quote part de l'écart de consolidation non affectable à l'actif et au passif de l'entité.

Lorsqu'il existe, l'écart d'acquisition correspond également à la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part de l'entité mère dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables (capitaux propres réestimés à la juste valeur). Il n'y a pas d'impôt différé sur l'écart d'acquisition.

Date d'acquisition

La date d'acquisition correspond à la date de prise de contrôle ou d'influence notable de l'entité acquise et donc la date d'entrée dans le périmètre de consolidation.

Lorsque l'acquisition s'effectue par des achats successifs de titres, la date d'acquisition est la date à laquelle l'acquéreur obtient le contrôle ou l'influence notable de l'entité acquise.

Période d'évaluation

La période d'évaluation ne doit pas excéder 12 mois à compter de la date d'acquisition.

La période d'évaluation est la période qui suit la date d'acquisition et pendant laquelle l'acquéreur peut ajuster, de manière rétrospective, les montants provisoires comptabilisés afin de refléter les informations nouvelles obtenues à propos des faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition.

• Comptabilisation initiale de l'écart d'acquisition positif

L'écart d'acquisition positif (goodwill) est considéré comme une survaleur. Il représente les avantages que procure la prise de participation. L'écart d'acquisition est inscrit à l'actif immobilisé dans la rubrique des immobilisations incorporelles. En contrepartie, il convient :

- soit, de diminuer la valeur d'entrée de la participation de l'acquéreur en créditant le poste "Titres de participation"
- soit, d'augmenter directement les capitaux propres de l'acquéreur en créditant le poste
 "Réserves consolidées" de l'acquéreur.

• Amortissement de l'écart d'acquisition

Lorsque la durée d'utilité de l'écart d'acquisition est limitée, il est amorti linéairement sur la limite prévisible de cette durée déterminée par l'entité. Si la durée d'utilité ne peut être déterminée de manière fiable, l'écart d'acquisition sera amorti sur 10 ans.

Par contre, lorsque la durée d'utilité est non limitée, l'écart d'acquisition ne fait pas l'objet d'amortissement. Lorsque la durée d'utilité non limitée au départ devient limitée, la valeur actuelle de l'écart d'acquisition à la date du changement d'estimation (un test de dépréciation est réalisé et l'écart d'acquisition, le cas échéant fait l'objet d'une dépréciation), est amortie sur la durée d'utilité résiduelle. L'impact de ce changement de durée d'utilité est traité de façon prospective.

• Dépréciation de l'écart d'acquisition

Un écart acquisition amortissable ou non doit faire l'objet obligatoirement d'un test de dépréciation qu'il existe ou non un indice de perte de valeur.

S'il n'est pas possible de déterminer la valeur actuelle de l'écart d'acquisition pris isolément, ce qui est souvent le cas en pratique, il convient de déterminer la valeur actuelle du groupe d'actifs immobilisés auquel il appartient. En cas de dépréciation à comptabiliser dans un groupe d'actifs, elle est allouée, en premier, à l'écart d'acquisition, puis aux autres actifs immobilisés appartenant à ce groupe. Les dépréciations relatives à l'écart d'acquisition ne seront jamais reprises en résultat.

• Ecart de consolidation

Coût d'acquisition des titres	: 50 000 000
Quote part dans les capitaux propres 25000 000 x 80%	: -20 000 000
Ecart de consolidation	= 30 000 000
• Ecart d'évaluation	
Plus-value sur le terrain (30 000 000 - 15 000 000)	: 15 000 000
Plus-value sur la marque	: 10 000 000
Plus-value sur le brevet (26 000 000 - 20 000 000)	: 6 000 000
Provisions pour engagement retraite	: -7 500 000
Plus-value nette I	= 23 500 000
Imposition différée	
- Impôt différé passif sur le terrain (15 000 000 x 25%)	: -3 750 000
- Impôt différé passif sur la marque (10 000 000 x 25%)	: -2 500 000
- Impôt différé passif sur le brevet (6 000 000 x 25%)	: -1 500 000

- Impôt différé actif sur provisions pour engagement de retraite : 1 875 000

(7 500 000 x 25%)

Total impôt différé II (23 500 000 x 25%) = 5 875 000

Ecart d'évaluation (I - II) = 17 625 000

Part du groupe : 17 625 000 x 80% = 14 100 000

Part hors groupe : 17 625 000 x 20% = 3 525 000 (Intérêts minoritaires).

• Ecart d'acquisition

1ère méthode:

Ecart de consolidation : 30 000 000 Part du groupe dans l'écart d'évaluation : - 14 100 000

Ecart d'acquisition = 15 900 000

Vérification : Ecart de consolidation = 14 100 000 + 15 900 000 = 30 000 000

2ème méthode:

• Juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis :

Capitaux propres : 25 000 000

Ecart d'évaluation : 17 625 000

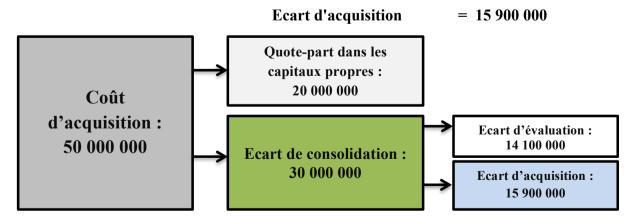
Juste valeur des actifs et passifs identifiables = 42 625 000

La différence entre le coût d'acquisition des titres et la part acquise dans l'actif net comptable corrigé (juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis) à la date d'acquisition de cette entité constitue l'écart d'acquisition.

Coût d'acquisition : 50 000 000

Quote part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables :- 34 100 000

(80% x 42 625 000)



• Ecritures au bilan de l'écart d'évaluation

Terrain		15 000 000	
Marque		10 000 000	
Brevet		6 000 000	
	Provision pour engagement de retraite		7 500 000
	Impôt différé passif (solde)		5 875 000
	Titres de participation		14 100 000
	Intérêts minoritaires		3 525 000

Remarque: Il est également possible d'inscrire l'écart d'évaluation directement dans un compte "réserves de réestimation", réserves qui seront au moment du partage des capitaux propres, ventilées entre le groupe et les minoritaires.

Terrain Marque Brevet	Provision pour engagement de retraite Impôt différé passif (solde)	15 000 000 10 000 000 6 000 000	7 500 000 5 875 000
	Impôt différé passif (solde) Réserves de réestimation		5 875 000 17 625 000

• Ecritures au bilan de l'écart d'acquisition

- Constatation de l'écart d'acquisition

Ecart d'acquisition	15 900 000	
Titres de participation F ou réserves consolidées		15 900 000

- Amortissement de l'écart d'acquisition

Résultat groupe (ou résultat consolidé)	1 590 000	
Ecart d'acquisition (Amortissement : 15 900 000 : 10)		1 590 000

• Ecritures au compte de résultat de l'amortissement de l'écart d'acquisition

Dotations aux amortissements	1 590 000	
Résultat global		1 590 000

APPLICATION 136

Ecart d'acquisition positif

(entité mise en équivalence)

Une entité M a acquis, le 01/10/N, 25% des titres d'une filiale F_1 pour un montant global de $170\ 000\ 000$. Les éléments identifiables suivants, ont été valorisés au 1/10/N: L'ensemble immobilier évalué à $170\ 000\ 000$ (40 000 000 pour le terrain et $130\ 000$ 000 pour le bâtiment industriel) inscrit à l'actif du bilan pour une valeur comptable nette de $110\ 000\ 000$ (30 000 000 pour le terrain et $80\ 000\ 000$ pour le bâtiment industriel). Le bâtiment industriel réestimé avait encore une durée de vie de $20\ ans$.

L'écart d'acquisition éventuel n'est pas amortissable. Les capitaux propres de la société F_1 s'élèvent au 31/12/N à :

Capital 200 000 000
 Réserves 70 500 000
 Résultat 40 000 000

Le taux de l'impôt sur le bénéfice est théoriquement de 30%.

1. Principe

L'écart d'acquisition positif enregistré dans le cas de l'entrée d'une entité mise en équivalence n'est pas inscrit séparément à l'actif du Bilan dans un compte d'immobilisation incorporelle mais inclus dans la valeur comptable des titres mis en équivalence.

Lorsque l'écart d'acquisition est positif, il n'y a pas lieu de déprécier les titres mis en équivalence.

2. Ecart d'évaluation

• Plus-value nette

Plus-value sur le terrain (40 000 000 - 30 000 000) : 10 000 000

Plus-value sur le bâtiment industriel (130 000 000 - 80 000 000) : 50 000 000

Plus-value nette I = 60 000 000

• Imposition différée

- Impôt différé passif sur le terrain (10 000 000 x 30%) : 3 000 000

- Impôt différé passif sur le bâtiment industriel (50 000 000 x 30%) : 15 000 000

Total impôt différé passif II (60 000 000 x 30%) = 18 000 000

Ecart d'évaluation (I - II) = 42 000 000

Part du groupe : $42\ 000\ 000\ x\ 25\% = 10\ 500\ 000$

Part hors groupe : 42 000 000 x 75% = 31 500 000 (Intérêts minoritaires).

3. Juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis :

La quote-part du résultat réalisée à la date d'acquisition des titres s'élèvent à :

 $40\ 000\ 000\ x\ 9/12 = 30\ 000\ 000$

Capitaux propres (200 000 000+70 500 000+30 000 000) : 300 500 000

Ecart d'évaluation : 42 000 000

Juste valeur des actifs et passifs identifiables = 342 500 000

4. Ecart d'acquisition

Coût d'acquisition : 170 000 000

Quote part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables : - 85 625 000

(342 500 000x 25%)

Ecart d'acquisition = 84 375 000

5. Valeur des titres mis en équivalence

Quote part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables : 85 625 000

à la date d'acquisition des titres

Ecart d'acquisition : 84 375 000

Quote part du résultat (du 01/10/N au 31/12/N) : 2 343 750

[(40 000 000-30 000 000) - (50 000 000 x 1/20 x 3/12)*] x25%

Valeur des titres mis en équivalence = 172 343 750

(*) Amortissement de la plus-value sur bâtiments

6. Ecritures de partage des capitaux propres

• Ecritures au bilan

Titres mis en équivalence	172 343 750	
Titres de participation Quote-part du résultat mise en équivalence		170 000 000 2 343 750

• Ecritures au compte de résultat

Résultat global	2 343 750	
Quote-part du résultat mise en équivalence		2 343 750

APPLICATION 137

Ecart d'acquisition négatif (badwill)

L'entité M prend une participation de 60% dans la filiale F pour une valeur de 90 000 000. Les capitaux propres se présentent comme suit :

Capital : 50 000 000

Réserves : 100 000 000

Résultat : 10 000 000

Capitaux propres : 160 000 000

Lors de la prise de contrôle, une plus-value de 25 500 000 est identifiée sur la licence. Le taux de l'impôt sur le bénéfice est théoriquement de 30%. L'écart d'acquisition, s'il est négatif est repris globalement par imputation au résultat de l'exercice d'acquisition.

г гинстре

Un écart d'acquisition négatif (badwill) correspond généralement soit à une plus-value potentielle du fait d'une acquisition effectuée dans des conditions avantageuses, soit à une rentabilité insuffisante de l'entité acquise.

Toutefois, lors de l'acquisition, les actifs incorporels identifiés qui ne peuvent pas être évalués par référence à un marché actif ne doivent pas être comptabilisés au bilan consolidé s'ils conduisent à créer ou à augmenter un écart d'acquisition négatif.

L'écart d'acquisition négatif éventuel est rapporté sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition. Lorsque les faits et circonstances permettent de le justifier, l'écart d'acquisition négatif peut être repris globalement par imputation au résultat de l'exercice d'acquisition.

Avant de comptabiliser un profit sur une acquisition à des conditions avantageuses, l'acquéreur doit vérifier s'il a correctement tous les actifs acquis et les passifs repris.

• Juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis :

Capitaux propres : 160 000 000

Ecart d'évaluation [25 500 000 x (1- 30%)] : 17 850 000

Juste valeur des actifs et passifs identifiables = 177 850 000

• Ecart d'acquisition

Coût d'acquisition : 90 000 000

Quote part dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables :-106 710 000

(60% x 177 850 000)

Ecart d'acquisition = -16710000

L'écart d'acquisition négatif (badwill) correspond a un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses. Avant d'enregistrer ce profit, l'acquéreur doit réexaminer si les actifs acquis et les passifs repris ont été correctement identifiés et évalués. Si après cet examen le profit subsiste, il doit être rapporté au résultat sur une durée qui doit refléter les hypothèses retenues et les objectifs fixés lors de l'acquisition.

Dans cette application, le groupe décide de rapporter globalement l'écart d'acquisition négatif au résultat de l'exercice d'acquisition.

• Ecritures au bilan de l'écart d'acquisition

Titres de participations	16 710 000	
Résultat M		16 710 000
	<u></u>	·
Ecritures au compte de résultat de l'écart d'	'acquisition	

Produit

16 710 000